

La vie politique en Europe et dans le monde

Jean-Pierre Gouzy

Rédacteur en chef puis directeur politique de L'Europe en formation, Secrétaire général du Centre international de formation européenne (1954-1982), il a également présidé l'Association des journalistes européens de 1978 à 1982.

L'auteur tient cette chronique depuis 1964.

Lentement, cahin-caha, comme les augures de l'OCDE et de la Banque mondiale l'avaient d'ailleurs diagnostiqué dès la fin du printemps dernier, le monde industriel s'extirpe de la crise la plus grave qu'il a été amené à affronter depuis les années 1930. Crise, au surplus, qui nous est venue des États-Unis comme dans ces mêmes années 1930, sans doute parce que *Wall Street* est demeurée la place essentielle du monde financier depuis lors; que le dollar est resté la monnaie mondiale; que l'Amérique est toujours la première puissance à vocation globale. Le monde industriel encore composé, sur le papier, par le G8 (Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Japon, États-Unis, Canada, avec en prime la Russie postsoviétique) pouvait être considéré comme « leader » voici une dizaine d'années encore. Il est perçu aujourd'hui comme une entité déclinante, avec la montée continue de la puissance chinoise et celle des autres grands émergents, à commencer par l'Inde et le Brésil, sans oublier les principaux détenteurs de la richesse pétrolière. Depuis le tsunami qui a frappé de plein fouet le monde industriel en 2008, dont les effets dévastateurs se font toujours sentir, le G20 est considéré comme le groupement le plus représentatif des mutations du monde contemporain, puisque les pays qui y siègent, pèsent tous ensemble près de 88 % du PIB mondial, selon les calculs du FMI.

La montée en puissance des émergents

Force est, par ailleurs, de constater que la crise des subprimes a fait plonger l'ensemble des économies occidentales, alors qu'elle a à peine ralenti la croissance des pays émergents et que le G8, en 2009, ne représentait plus que 37,34 % de la production mondiale, alors qu'en 1975, quand il a été créé à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, il pouvait revendiquer plus de 50 % de cette dernière. C'est le cas de le dire : les temps ont changé. Cependant, quand les organisations internationales font valoir de manière aussi contrastée que possible l'ampleur de l'ascension chinoise et le lent cheminement des économies occidentales, prétendant que la Chine est devenue après les États-Unis et avant le Japon, la deuxième puissance économique du monde, ils occultent le fait que les 27 pays de l'Union européenne composent une union d'États dotée pour 16 d'entre eux d'une seule et même unité monétaire et qui, considérée comme une entité économique distincte, représente, en tant que telle, quelque 16 % du PIB mondial, au sein du G20, soit encore quatre fois plus que l'Empire du milieu. J'irai même plus loin : l'Union européenne devancerait les États-Unis qui pèsent encore 14,26 % du PIB toujours au sein du G20.

Oui, mais voilà, l'Europe n'est qu'une union d'États et non un État fédéral, et seuls les économistes de l'Union européenne évoquent globalement ses capacités en prenant en considération son taux de croissance, son taux de chômage, son taux d'inflation, comparés à ceux des autres puissances.

Bref, nous devons faire face à une sortie de crise, généralement considérée en ce qui concerne les pays classés « industriels » comme « fragile et inégale » avec un chômage qui, dans certains pays, a atteint des taux « inacceptables ». Sur quelles données se base-t-on pour admettre, tout d'abord que la croissance repart, sinon sur l'évolution à la hausse du commerce mondial ? Il devrait, en effet, progresser en moyenne d'au moins 10 % en volume, cette année, mais c'est seulement en 2011 qu'il sera possible d'évaluer dans quelle mesure la reprise aura effacé le plongeon de 2009 (12,2 % en volume).

Par contre, la croissance reste bancale... Dans la zone euro, elle atteindra en moyenne moins de 2 %, hormis notamment l'Allemagne, dont nous nous entretiendrons plus loin. Elle devrait être un peu supérieure aux États-Unis (2,7 points), franchement dynamique en Chine (à nouveau aux environs de 10 %), en Amérique du Sud (plus de 5 %), avec une prévision de 7 % au Brésil. En Afrique subsaharienne, elle serait également supérieure à 5 %.

La locomotive chinoise tire la croissance de ses voisins asiatiques, notamment en Corée du Sud, à Hongkong, en Thaïlande, à Taïwan et dans la ville-État de Singapour (+ 13 % en prévision pour 2010 grâce à l'explosion du commerce portuaire). Pour l'Inde, la Banque asiatique de développement annonce 7,9 %.

En Amérique, le sentiment prévaut que la croissance piétine, l'emploi reste en berne (9,6 % de chômeurs), les suppressions nettes d'emploi se poursuivent, les autorités fédérales demeurent au chevet de l'immobilier, même si 2,8 millions de chômeurs ont vu leur logement saisi par les banques en 2009. Un seul point positif dont les conséquences ne seront sensibles qu'à terme: la réforme de *Wall Street* adoptée mi-juillet par le Congrès.

Le contraste est frappant avec la Chine qui, croissance boulimique et manipulations du yuan aidant, détient désormais les plus importantes réserves monétaires du monde: 2 454 milliards de dollars fin juin. La lecture des statistiques chinoises est toujours saisissante. Un seul exemple: au deuxième trimestre 2010, les importations se sont accrues de 41 % et les exportations de 44 %.

C'est dans ce contexte d'instabilité financière et d'incertitude économique que la réunion du G20 a été prévue à Séoul les 11 et 12 novembre, en présence de Nicolas Sarkozy, puisqu'au 1^{er} janvier et pour un an, la France est appelée à présider cette nouvelle et déjà honorable enceinte internationale. Les résultats de la précédente réunion à Toronto (26 et 27 juin), avaient été plutôt décevants. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne avaient prévu le lancement coordonné d'une taxation bancaire, mais ils n'ont pas été suivis. Pour rassurer les pays émergents, les pays industriels se sont engagés à réduire leurs déficits de moitié d'ici à 2013 et à stabiliser la dette d'ici 2016, mais les promesses concrètes d'une meilleure régulation financière ont été reportées à des occasions ultérieures.

Somme toute, les pays du G20 avaient fait preuve de volontarisme et de cohésion lors des précédents sommets de Pittsburgh et de Londres, au cœur de la crise. Les interventions de l'État fédéral américain et celles des États de l'Union européenne avaient permis de sauver le système bancaire ainsi que de contrarier les menaces déflationnistes. La régulation financière mondiale a perdu une bonne part de ses éléments contraignants. Depuis le sommet de Toronto, cependant, un nouveau sujet de contrariété a surgi: celui des désordres monétaires avec deux points de fixation symptomatiques: le dollar trop faible, et donc de nature à favoriser la baisse des prix des produits vendus à l'étranger, et le maintien d'un yuan dont le taux est considéré comme artificiellement bas pour soutenir les exportations et une

croissance effrénée. Inversement, en décidant, le 4 novembre, d'injecter 600 milliards de dollars dans l'économie américaine défailante, la FED, agissant sans concertation, s'est vue reprocher ce dont elle fait grief à ses partenaires dans le monde.

Le cas chinois est évidemment de loin le plus inquiétant, en raison de son caractère massif et parce que la Banque de Chine et les autorités de Pékin entretiennent toujours une sorte de mystère à propos des évolutions possibles du yuan. Simplement, quand le taux d'inflation du pays grimpe, on constate que le cours du yuan baisse modérément. La Chine jusqu'ici ne fournit aucune explication et, en règle générale, la surévaluation monétaire reprend.

« Réformer le système monétaire international », comme l'a décrété Nicolas Sarkozy, à partir de la présidence française du G20 le 1^{er} janvier 2011, laisse donc rêveur. Les enjeux sont considérables quand on sait, notamment, que le système financier mondial est devenu le « talon d'Achille de la confiance économique ». Et pour cause, les pertes financières imputables à la crise sont désormais estimées à 2 200 milliards de dollars et le système bancaire mondial s'est endetté, selon le dernier rapport du FMI sur la stabilité financière globale, à hauteur de « plus de 4 000 milliards de dollars qui devront être remboursés dans les 24 mois ».

Le Fonds monétaire international n'a d'ailleurs pas attendu la réunion plénière du G20 sous présidence française. Il a suffi, le 23 octobre, d'une rencontre des ministres des Finances de cette instance, toujours en Corée du Sud, pour élargir ses attributions en matière de surveillance des politiques économiques et amener les Européens à rétrocéder deux sièges au profit des pays émergents... Cette rétrocession est symptomatique, alors que Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI avait fait remarquer « à titre personnel » qu'il aurait souhaité voir la zone euro représentée comme telle au sein du conseil d'administration du FMI. Personne ne s'étant présenté pour prendre la balle au bond, la représentation de l'euro continuera à se faire de façon émiettée.

Europe paradoxale

L'Union européenne a-t-elle, de son côté su faire face à ces événements majeurs puisqu'ils changent les équilibres du monde et bouleversent les rapports entre les États et leurs normes de fonctionnement propres ?

- Tout d'abord, un premier constat... La crise financière mondiale a permis de constater que l'Union économique et monétaire voulue par le traité de Maastricht était restée tronquée. Le pilier monétaire est bien réel avec l'euro et la Banque centrale européenne, mais le pilier économique

est défaillant. Jacques Delors, lui-même, avait alerté les gouvernements européens à cet égard empêtrés dans leurs contradictions. Comme l'a fait d'ailleurs récemment remarquer Tommaso Padoa-Schioppa, qui préside aux destinées de la fondation *Notre Europe*, nous vivons dans une Europe paradoxale qui se réfère encore irrésistiblement au traité de Westphalie de 1648, véritable acte fondateur du concept « d'États-nations souverains », avec une construction monétaire par nature « post-westphalienne » sous le signe de l'Euro. Nous sommes aussi dans une Europe dont les acteurs ont pour règle d'or le principe de précaution, où l'on ne peut espérer progresser qu'à pas comptés. La seule personnalité européenne de haut rang qui échappe de temps à autre à cette conformité est Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne. Ainsi, il a osé préconiser le 27 septembre dernier au Parlement européen un « bond en avant ! ». On lui doit également d'avoir évoqué l'idée selon laquelle le fédéralisme monétaire qu'incarne l'euro devrait être complété par un véritable fédéralisme budgétaire. Rien que de très logique dans cette suggestion, sauf que personne ne l'avait avancée avec un poids suffisant pour que quelques lignes la mentionnent dans nos quotidiens préférés. Ne parlons pas des médias grand public...

- Nous sommes aussi dans une Europe dont la philosophie est devenue utilitaire, où les intérêts à court terme paraissent être les seuls à tenir la rampe. Un éminent professeur à l'Université de Georgetown, Charles A. Kupchan, s'est fait remarquer par un article ravageur où, dit-il, « l'attachement de l'Allemagne à l'intérêt national prend peu à peu le pas sur son enthousiasme pour l'UE », l'arrêt rendu par le tribunal constitutionnel de Karlsruhe en 2009 à propos du traité de Lisbonne lui paraissant révélateur à cet égard, de même que les élections britanniques de mai dernier, avec le triomphe d'un parti conservateur dont l'europhobie est de notoriété publique; de même quand, en France, la dérisoire querelle du « plombier polonais » fut l'une des causes du rejet référendaire du projet de Traité constitutionnel, ou quand nous nous sommes ingéniés à botter en touche lorsque certains des meilleurs leaders politiques allemands de l'après-Maastricht (Schäuble, Lamers, Fischer), nous invitaient à aller de l'avant. Bref, comme l'observe l'universitaire de Georgetown, nous sommes – *nolens, volens* – devant de « nouveaux dirigeants européens qui considèrent la valeur de l'Union à travers le prisme de froids calculs coûts-bénéfices et non comme un article de foi ». C'est l'évidence, mais les choses étant ce qu'elles sont et l'Europe ce qu'elle est, du moins pour l'heure, redescendons sur terre pour constater que la zone euro et l'Union européenne se sont quand même efforcées de faire face, vaille que vaille, aux coups de boutoirs de la

crise, grâce à l'existence des mécanismes institutionnels qui lui sont consentis et à un meilleur sens des responsabilités de leurs principaux dirigeants.

Ainsi, le Conseil européen des 28 et 29 octobre, sur la base des retrouvailles franco-allemandes de Deauville, dix jours plus tôt, est parvenu à prendre les décisions suivantes. Je les rappelle :

- Une procédure de révision limitée du traité de Lisbonne (déjà, me direz-vous!), autorisant les pays de la zone euro à créer un mécanisme permanent de gestion de crise. Toutefois, la décision finalement élaborée sur les modalités ne sera prise, si l'unanimité demeure, que lors d'un prochain Conseil européen prévu les 16 et 17 décembre.
- Le projet prévoit, au stade actuel, de « boucler » la procédure de ratification au plus tard mi-2013, sur la demande instante de Mme Merkel, le mécanisme provisoire ayant été mis en place au printemps de l'année en cours et expirant en 2013. Ce mécanisme est doté, rappelons-le, d'un fonds de 450 milliards d'euros.
- Par ailleurs, les États membres de l'Union européenne ont accepté le principe de sanctions pour laxisme budgétaire. Contrairement aux souhaits de la Commission et de la Banque centrale, ainsi que de l'Allemagne, ces sanctions n'auront pas de caractère automatique. Elles seront, d'autre part, de nature financière, prenant la forme de dépôts avec ou sans intérêts, ainsi que, en principe, d'amendes. L'idée merkelienne soutenue par le président français d'inclure également dans ce dispositif des sanctions politiques (par exemple en suspendant le droit de vote des pays défaillants dans les instances communautaires) n'a finalement pas été retenue.
- Pour éviter une confrontation éventuelle avec le tribunal de Karlsruhe manifestement devenu sa terreur, la chancelière a, cependant, exclu que la clause de « non-renflouement » d'un État membre reconnu défaillant par ses partenaires (clause qui figure dans l'article 125 du traité de Lisbonne) soit modifiée. C'est pourtant pour pérenniser un dispositif d'aide à la Grèce le printemps dernier que les 27 sont aujourd'hui invités à modifier le même traité de Lisbonne dont l'une des idées clés consistait à dire qu'un partenaire aux abois, comme ce fut le cas de la Grèce, ne devait pas compter sur les autres États membres pour le tirer d'affaires. On le voit, l'Europe n'en est pas à un paradoxe près, même si les politiques aidés par les juristes tentent de nous expliquer le contraire.

Par ailleurs, d'autres mesures ont été prises entre la fin du mois de juin et le courant du mois d'octobre qui confirment que l'Union a commencé à tirer la leçon de la crise économique et financière.

Nous avons enregistré successivement, un accord politique Parlement européen-Conseil des ministres sur les bonus distribués dans le secteur bancaire. Pour la première fois, une directive établit une limitation par rapport aux salaires, selon des orientations qui seront dégagées par la future Autorité européenne de supervision financière qui a fait, elle-même, l'objet d'un accord interinstitutionnel début septembre. Un comité européen dit du « risque systémique » sera mis en place le 1^{er} janvier 2011 avec un mandat d'alerte relatif aux risques macroéconomiques et leurs conséquences financières. De plus, trois autorités européennes de supervision verront le jour : l'une pour le secteur bancaire, l'autre pour celui des valeurs immobilières, la troisième pour celui des assurances. Elles seront mises en place en janvier. L'Autorité financière des valeurs mobilières (ESMA) aura un contrôle sur les agences de notation financière. L'institution d'un « semestre européen » pour coordonner, selon un planning précis, les orientations économiques et budgétaires nationales chaque année, est également prévue à partir de 2011. L'objectif, en la circonstance, est de détecter à temps les incompatibilités et de pouvoir agir préventivement.

Enfin, le 19 octobre, les ministres des Finances de l'Union ont conclu un accord d'encadrement des *hedge funds* (fonds spéculatifs) qui ont joué un rôle néfaste dans le développement de la crise économique et financière partie des États-Unis en 2008.

En contrepartie des normes de régulation et de « bonne conduite » européenne, les *hedge funds* obtiendront une sorte de « passeport » pour opérer dans l'Union à partir de 2013 quand leurs gestionnaires sont basés en son sein ; et à partir de 2015, s'ils opèrent à l'extérieur de celle-ci. À ce catalogue, on peut ajouter les cinquante mesures que la Commission, via Michel Barnier, propose pour relancer ou compléter certains dispositifs du marché intérieur tel qu'il avait été conçu en 1992.

Comme on le voit, la crise a joué un rôle en quelque sorte de « stimulant » à Bruxelles, même si les projets les plus significatifs, tels que la relance de l'idée d'un impôt européen (TVA européenne, taxe sur le transport aérien) et, plus encore, la taxation des transactions financières et l'idée d'une contribution bancaire restent en débat. D'une part, l'imposition d'un prélèvement bancaire est déjà partiellement réglée depuis peu dans certains pays majeurs de l'Union (Allemagne, Royaume-Uni entre autres), mais selon des procédures nationales diverses. D'autre part, l'harmonisation des politiques fiscales (impôt sur les sociétés et TVA) demeure un

chantier d'une redoutable complexité. Il suffit, pour le mesurer, de voir le charivari soulevé par un simple avis motivé de la Commission adressé au gouvernement français, le 28 octobre, à propos du bouclier fiscal et de l'impôt sur la fortune, déjà au cœur du débat franco-français.

Tout ceci, au moment où débute une vraie bagarre budgétaire à Bruxelles quand on a vu onze des vingt-sept pays européens, essentiellement parmi « les riches », emboîter le pas à David Cameron pour réduire le projet de budget 2011 au moment où chaque État est invité à se serrer la ceinture et à inviter ses citoyens à faire de même. En réalité, cette querelle 2011 laisse prévoir un vrai débat de fond sur l'avenir budgétaire de l'Union, à propos de l'adoption du cadre financier 2014-2020.

Le Parlement européen veut, majoritairement, de nouvelles ressources propres « comme l'avaient conçu initialement les pères de l'Europe ». Il désire également aborder la question de la révision du cadre budgétaire pluriannuel dès 2012, sachant que va se jouer une nouvelle fois le sort de la politique agricole commune, pour ne pas parler de la politique de cohésion tout aussi nécessaire.

Toujours à propos du budget européen, les textes qui permettront de donner enfin une vie réelle au nouveau service européen pour l'action extérieure, sous les auspices de Lady Ashton, sont maintenant adoptés par les europarlementaires. Le recrutement des 3 700 fonctionnaires et diplomates prévus est engagé. Le financement du SEAE dans le cadre budgétaire européen pèse donc. Comme l'a fait remarquer l'eurodéputé Martin Schulz, les dépenses nouvellement budgétées ne sont « qu'une conséquence des décisions des États eux-mêmes ». Somme toute, ils veulent « plus d'Europe » : c'est bien ! Mais avec « moins d'argent ». Encore un paradoxe !

Une Union politiquement éclatée

« L'Europe » telle qu'elle s'incarne dans l'Union européenne reste fondamentalement marquée par l'hétérogénéité de ses composantes stato-nationales ; malgré la crise qui les a frappées, malgré le vécu communautaire (pour certains de plusieurs générations), pour d'autres de fraîche date, notamment à l'Est du continent ; malgré le traité de Lisbonne qui encadre l'Union européenne (27 États regroupant désormais un demi-milliard d'habitants) et lui confère la personnalité juridique ; malgré le renforcement du rôle du Parlement européen et les balbutiements d'une « Europe des citoyens », intégrant dans le patrimoine commun une exigeante charte de Droits fondamentaux et des citoyens ; malgré l'extension de la zone euro à seize de ses pays partenaires.

Face aux courants populistes qui se développent ici et là, les pouvoirs politiques établis dans chaque pays donnent le sentiment de vouloir ne régler que pour leur propre compte et en vertu des seules logiques nationales dont ils sont en charge, les problèmes du moment. Pour mieux mesurer ces disparités de perspectives, nous procéderons aujourd'hui à un examen cursif de l'évolution politique et économique d'un certain nombre de pays de l'Union dont les cas nous ont semblé les plus significatifs, soit en leur qualité de « fondateurs » de l'Europe de Jean Monnet, soit en raison de leur rôle moteur tout en maintenant une différence jusqu'ici irréductible, comme l'incarne l'insularité britannique, soit parce qu'ils ont été les plus fragilisés par la crise financière qui a éclaté en 2008.

Dans les pays fondateurs de l'entreprise communautaire, à l'exception du Grand-duché du Luxembourg, quel panorama peut-on d'abord dresser cas par cas ?

L'Allemagne-Merkel

À tout seigneur, tout honneur ! L'Allemagne-Merkel, avec ses 81 millions d'habitants au cœur du continent, malgré ses tendances au déclin démographique, est le pays qui a le mieux surmonté les défis du temps et le seul dont, pour le moment, on puisse dire qu'il sera sorti pour l'essentiel du choc *postsubprimes* en 2011. C'est une bonne surprise pour l'Allemagne d'abord et par ricochet pour les pays qui bénéficient de son dynamisme. Alors que les augures de Francfort ne prévoyaient pour elle qu'un point et demi de croissance en début d'année, elle en a engrangé 2,2 au deuxième trimestre et devrait atteindre le score plus qu'honorable de 3,5 % à la fin de l'année 2010 : la plus forte hausse ou peu s'en faut, depuis la réunification du pays même si, *a contrario*, le PIB s'est effondré outre-Rhin de 4,7 % en 2009.

Si on compare chiffres et pourcentages avec la France, le déficit public allemand devrait de son côté, être ramené en 2011, sous la barre des 3 %, correspondant aux normes communautaires sacro-saintes du traité de Maastricht. Ce ne sera pas le cas pour la France qui prévoit encore 6 % de déficit public en 2011. De son côté, la dette publique allemande était évaluée, je le rappelle, à 75,7 % du PIB au 1^{er} trimestre contre 84,2 en France. Quant au chômage, au lieu des 9,5 % attendus en France par rapport à la population active, il s'est contracté à 7,4 % en Allemagne.

Le boom des exportations qui pourrait permettre au commerce allemand de dépasser les 1 000 milliards d'euros cette année explique pour une large part ce redressement économique spectaculaire. Pourtant, il a fallu en payer le prix. Un plan d'austérité de 80 milliards d'euros d'économies

sur quatre ans prévoit des coupes significatives dans les dépenses publiques (suppressions de postes, restrictions des prestations sociales, représentant 40 % du total des économies prévues, réduction des dépenses militaires, en attendant la fin annoncée du service militaire obligatoire, augmentation de plusieurs types de taxes, dont la fameuse taxe sur les banques); le tout s'accompagnant d'un choix de modération salariale et d'un « rabotage » (terme très « sarkozyen ») des coûts de production. Et, surtout d'une « politique industrielle » n'hésitant pas à développer la sous-traitance des composants dans les pays à faible taux salariaux mais bénéficiant par ailleurs de la qualité des biens d'équipement qui permet au « made in Germany » de bien s'exporter. Par exemple, quand Siemens est choisi par Eurostar à la place d'Alstom.

Et pourtant... Malgré ces résultats enviables, la popularité de la chancelière n'est pas au beau fixe, pas plus que ne le sont les rapports entre libéraux et chrétiens-démocrates au sein de la coalition gouvernementale qui, par ailleurs, a perdu la majorité dont elle disposait au Bundesrat à la suite d'un échec électoral dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie en juin dernier. En Allemagne, ce sont aujourd'hui les Verts qui ont le vent en poupe et la CDU redoute déjà les élections attendues dans le Bade-Wurtemberg fin mars 2011.

En fait, le vrai débat de fond qui divise l'Allemagne concerne l'immigration (6 700 000 étrangers) mais surtout une population musulmane estimée à quatre millions de personnes, liée, en particulier à l'importance des populations turcophones.

Ce débat interallemand a explosé avec la publication d'un livre-pamphlet d'un personnage de la social-démocratie, Thilo Sarrazin, intitulé *L'Allemagne se détruit*. Les bonnes pages de cette peinture d'un pays, que Mme Merkel a qualifié de « blessantes » à l'égard de l'importante diaspora turque, ont été publiées dans le tabloïd populaire *Bild* et le très considéré *Spiegel*. Fait significatif, l'ouvrage incriminé s'est vendu comme des petits pains (600 000 exemplaires en quelques semaines), même si l'auteur fait l'objet d'une procédure d'exclusion du SPD.

Autres faits significatifs récents : le 6 octobre, la chancelière réagissant à une déclaration du président, pourtant CDU comme elle, de la République fédérale (« *L'Islam aussi fait partie de l'Allemagne* »), à l'occasion du vingtième anniversaire de la réunification, a rétorqué : « *Bien sûr, il y a aussi des musulmans en Allemagne... [Mais] ce qui s'applique ici, c'est notre constitution, pas la Charia* ». Nouvelle sortie de la chancelière, dix jours plus tard devant les jeunes de son parti : « *l'approche multiculturelle a échoué, totalement échoué, même si nous vivons côte à côte et nous nous en réjouis-*

sons ». Deux jours auparavant, la ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, venait d'annoncer que l'Allemagne formerait à partir de l'Automne 2011, des imams dans les universités de Münster, Osnabrück et Tübingen.

Un dernier mot à propos des glissements qui s'opèrent outre-Rhin... Une brève dépêche de l'AFP annonçait, sans commentaire, qu'une majorité d'Allemands (51,4 %) souhaiterait désormais le retour du Deutsche Mark, selon un sondage de l'Institut IPSOS publié le 29 mai. Un sondage n'est qu'un sondage, certes, éphémère signe des temps, mais signe des temps, quand même.

L'Hexagone républicain

En France, comme partout en Europe, l'une des premières conséquences de la bulle financière qui a éclaté aux États-Unis et submergé l'ensemble des pays développés, est que le rôle de l'État a dû être revu à la baisse. L'État est redevenu « vertueux » : plus de chasses présidentielles, plus de *garden-party* le 14 juillet même si on a conservé la revue, moins de monde dans les cabinets ministériels et de logements de fonction tandis que, s'accélère la vente des actifs immobiliers de la République.

Le budget de la défense devrait être réduit de 3,5 milliards d'euros en trois ans, même si, dit-on, sa stabilité en valeur est préservée. D'où l'idée géniale, inspirée par l'esprit de Saint-Malo, d'un accord franco-britannique pour éviter la duplication de certaines dépenses militaires notamment en matière d'équipement, sans toutefois pousser l'audace jusqu'à parler de « défense européenne » qui répugne à M. Cameron. De fait, les déficits publics français sont prenants : de 3,3 % du PIB, ils sont passés à 7,57 % du PIB. Quant à la dette, elle va se nicher à hauteur de 1 535 milliards d'euros (24 000 € par Français).

Le ratio des dépenses publiques – c'est-à-dire l'agrégat des dépenses de l'État, des organismes parapublics, des régimes sociaux, des collectivités locales – représentait déjà 56 % de la richesse nationale en 2009, contre 52,8 % l'année précédente. En Allemagne, ces pourcentages sont respectivement de 47,6 % en 2009 contre 43,7 % en 2008. Faites la différence ! Il faut donc avoir un solide optimisme pour penser qu'avec un taux de chômage de 9,5 %, un solde commercial négatif d'une année sur l'autre de l'ordre de 50 milliards d'euros, un taux de croissance 2010 qui, selon l'INSEE, ne dépasserait pas 1,6 % du PIB (la croissance française ayant, au surplus, été négative en 2008 et 2009), nous pourrions rétablir nos équilibres économiques et financiers avant 2013, indépendamment du fait que les incertitudes liées à la conjoncture mondiale demeurent.

L'énoncé de tels chiffres ou pourcentages peut être source de morosité sociale. Il est peu propice, au surplus, à toute tentative de prise de vues objective des problèmes qu'il nous faut bien par ailleurs résoudre, surtout quand on vit l'actualité franco-française à la lumière d'une affaire qui a mobilisé les médias comme l'affaire Bettencourt, interminable feuilleton balzacien qui a abouti à réveiller la spéculation d'une OPA sur le français L'Oréal, leader mondial des cosmétiques. D'où l'incompréhension profonde qui s'est manifestée à l'occasion d'un vaste débat sur l'âge de la retraite ponctué par d'imposantes manifestations intersyndicales, mais aussi, ici et là, de violences éparses qui ont suscité la perplexité de nos voisins européens pour la plupart déjà soumis eux-mêmes à des obligations souvent encore plus restrictives à cet égard que celles qui ont fini par être adoptées en France.

Il est temps, je pense, que nos compatriotes prennent pleinement conscience du fait que l'hexagone républicain n'est pas un îlot isolé dans un océan européen indéfinissable. Ce qu'a, pour sa part, fort bien compris M. Sarkozy qui, pour engranger 16 milliards d'euros de contrats, n'a pas hésité à recevoir Hu Jintao en grande pompe à Paris.

Cette observation vaut aussi pour un autre débat franco-français et franco-européen, à propos des expulsions de Roms qui ont émaillé l'actualité de l'été dernier. Pendant la deuxième guerre mondiale, leur sort n'était guère plus enviable que celui des Juifs, du fait des persécutions hitlériennes. Il s'agit de populations dont la « roulotte » est restée le symbole et qui par leurs manières d'être ont représenté un cas spécifique bien déterminé, même si leur langue est issue du sanscrit et s'ils sont de religion chrétienne. Leur noyau dur se trouve en Roumanie et en Bulgarie, précisément les deux derniers pays à avoir adhéré à l'Union européenne. Pour cause de campements illicites et d'infractions diverses, les « gens du voyage » comme on les appelle parfois, ont en nombre fait l'objet de reconduites forcées à la frontière (en l'occurrence, dans des avions en partance pour la Roumanie). Entre janvier et septembre 2010, 7 000 ressortissants roumains et bulgares ont ainsi obtenu des aides financières au retour.

La Commission européenne, gardienne des traités communautaires, s'est saisie du dossier au sortir de la torpeur aoûtienne, en vertu des dispositions en vigueur dans l'Union européenne sur la libre circulation. Puis le 9 septembre, le Parlement européen s'est à son tour manifesté, en accusant, par 337 voix contre 245 et 51 abstentions, la Commission de « *réaction tardive* » alors que, précisément, elle a la charge de « *vérifier la conformité des actions menées par les États membres avec le droit primaire et la législation de l'Union* ». Dans ce contexte furibard, il a notamment été fait état d'une

circulaire signée par le chef de cabinet du ministre français de l'Intérieur, demandant le 5 août, d'évacuer « *en priorité les camps roms* ». La vice-présidente luxembourgeoise de la Commission en charge de la justice et des Droits fondamentaux, en l'occurrence Mme Reding, a alors annoncé le 14 septembre son intention de lancer une procédure d'infraction contre la France, sans mâcher ses mots, puisqu'elle s'est lancée dans un hasardeux parallèle entre la politique d'expulsion des Roms, sous la présidence sarkozyenne, et le sort qui leur fut réservé pendant la deuxième guerre mondiale. Du coup, le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement qui était convoqué à Bruxelles, le lendemain, pour parler des dispositions à prendre au sortir de la crise financière, a dû se saisir du psychodrame, Nicolas Sarkozy en personne défendant le dossier et obtenant de Mme Reding qu'elle exprime ses regrets.

Passons sur les multiples rebondissements des empoignades verbales, « mâles et viriles », selon la formule ironique de Jean-Claude Juncker... Finalement, la Commission européenne a décidé, le 19 septembre d'ouvrir une procédure d'infraction contre la France pour transposition incomplète de la directive de 2004 sur la libre circulation des personnes, mais a écarté, sous réserve de vérifications, l'accusation d'une éventuelle discrimination à l'égard de la minorité en question. Paris s'est engagé pour sa part le 15 octobre à modifier sa législation.

Ceci dit, on aurait pu éviter ces passes d'armes qui laisseront forcément des traces, si tous les ministres concernés des « 27 » avaient cru bon de se déplacer lors du sommet de Cordoue consacré aux Roms en avril dernier; si, également, la Commission européenne avait prévu une stratégie communautaire d'ensemble. Le problème des Roms n'est pas spécifiquement français, loin de là... À des degrés divers, il concerne la majeure partie des pays européens et aurait dû faire l'objet d'un accord d'ensemble au moment où la Roumanie et la Bulgarie ont adhéré à l'Union. De plus, il y aurait beaucoup à dire sur la piètre utilisation des aides européennes à la Roumanie, où les déliquescentes administratives sont telles que les près de 20 milliards d'euros qui lui étaient destinés pour faciliter son intégration et celle de la minorité rom dans l'Union européenne ne paraissent pas avoir jusqu'à maintenant été utilisés à bon escient.

Ces carences sont d'autant plus révélatrices que la Bulgarie et la Roumanie devraient intégrer l'espace Schengen en mars 2011 et supprimer les restrictions en matière de travail le 31 janvier 2013 au plus tard.

Pour le moment donc, le problème spécifique qui nous est posé reste ouvert, d'autant qu'il déborde largement le cas français et reste, par définition, transversalement posé dans l'ensemble de l'Union européenne.

L'Italie de Silvio, Umberto, Gianfranco

Comme les autres pays fondateurs, l'Italie de Berlusconi est de son côté, repliée sur ses problèmes intérieurs dans la perspective d'une chute de son gouvernement, et doit faire face aux conséquences de la crise en faisant preuve d'austérité, dans l'espoir de ramener ses déficits publics en dessous ou à hauteur de la barre des 3 % en 2012, tout en devant faire face à un endettement record de 118,4 % du PIB. Ici encore, l'État réduit son train de vie; les salaires sont pour deux ans diminués dans la fonction publique etc.. Ici encore, les prévisions de croissance sont faibles (1,2 % en 2010 et 1,3 en 2011), tandis que le chômage reste élevé (8,4 % de la population active). Rien, somme toute, que du très banal. Le croustillant réside dans la politique intérieure italienne où celui qui fut le « beau » Silvio, est demeuré le leader du *Peuple de la liberté* et premier ministre avec la prétention de le demeurer jusqu'à la fin de son mandat, bien qu'il soit rattrapé ou poursuivi pour des « affaires » de fraude fiscale, de mœurs et de corruption. Son plus fidèle allié, Umberto Bossi, leader autonomiste de la Ligue du Nord qui stigmatise à chaque occasion « Rome la Voleuse », est classé par les politologues parmi les forces populistes, mais il vient d'obtenir qu'au terme d'un processus graduel s'étendant sur neuf ans, l'Italie expérimente le fédéralisme fiscal consistant pour l'essentiel en une diminution sensible des transferts financiers aux collectivités locales, avec instauration d'une concurrence fiscale interrégionale. La réforme, en réalité, vise moins à accorder une véritable autonomie aux régions et collectivités locales qu'à permettre aux Nordistes de « *conserver une plus grande partie des recettes fiscales* » en dépit des mécanismes de compensations prévus.

L'autre allié de M. Berlusconi, Gianfranco Fini est en guerre ouverte ou feutrée avec lui, selon les circonstances. Président de l'assemblée nationale, il dispose désormais d'un groupe parlementaire autonome (« Futur et Liberté pour l'Italie ») plaidant pour la lutte contre la corruption. Fini a un parcours politique typiquement italien: ancien néofasciste du MSI, il évoluera en fondant son propre parti Alliance nationale, avant de donner le jour, avec Berlusconi au *Peuple de la Liberté* et de devenir aujourd'hui le chantre de la « rigueur morale » et de la lutte contre la corruption, tout en animant des « zones de convergence » avec la constellation centriste. Face à cette coalition hétéroclite (mais l'Italie en a l'habitude), le Parti démocrate, qui s'est substitué à l'ancien Parti communiste et diverses formations de gauche et du centre gauche a pour leader Pierluigi Bersani. En quête de *risorgimento*, celui-ci vient de suggérer d'accueillir la pensée et l'œuvre du fédéraliste européen Altiero Spinelli « *en l'intégrant à la base identitaire du principal parti d'opposition italien* »; alors qu'à l'initiative de parlementaires

européens issus des groupes libéral et vert, en tête desquels, notamment Sylvie Goulard, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Luc Dehaene et Guy Verhofstadt, un *Spinelli Group* que nous qualifierons « d'eurovigilant » vient de se constituer au sein du Parlement européen. Autre affaire à suivre, alors que l'ancien « post-fasciste », aujourd'hui président de la chambre des députés, vient de demander au *Cavaliere* de « monter au Quirinal » pour démissionner.

Quelques mots encore pour en terminer avec les États fondateurs de l'Union européenne : deux monarchies parlementaires : les Pays-Bas et la Belgique, dont l'un peut-être, (la Belgique) traverse une crise identitaire qui menace de l'emporter.

Le cas Wilders

Aux Pays-Bas, tout d'abord, il a fallu un peu plus de quatre mois, après les élections législatives du 9 juin, pour parvenir avec les bons offices de la Reine Béatrix, à former un gouvernement libéral démocrate-chrétien soutenu « de l'extérieur » par le parti islamophobe du flamboyant député Geert Wilders, classé dans la catégorie populiste europhobe. Cette coalition d'un nouveau type, déjà en vigueur au Danemark en 2001, dispose d'une majorité d'une voix à la chambre des députés. Soit dit, en passant, ce qui se produit à La Haye fait également penser à ce qui vient de se produire en Suède, mère de la social-démocratie, où le 19 septembre dernier, un autre parti classé populiste, *Sverigedemokraterna*, a franchi la barre électorale des 5 % et se trouve en position d'arbitre avec un gouvernement conservateur minoritaire. Là encore, le fait migratoire a joué un rôle essentiel de levier.

Le nouveau programme gouvernemental néerlandais comporte en ce qui le concerne un plan d'austérité budgétaire de 18 milliards d'euros, un relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans, mais également un catalogue de mesures sévères en matière d'immigration. Le 4 octobre, cependant, Geert Wilders qui ferait, par ailleurs, l'objet de menaces de mort et vit sous surveillance policière, a dû comparaître devant un tribunal d'Amsterdam pour incitation à la haine envers les musulmans. Le jugement était attendu pour ce 4 novembre. Le Parti pour la Liberté de Wilders a remporté quinze nouveaux sièges lors des législatives. Prochain verdict électoral : les élections provinciales de mars 2011.

La crise belge

En Belgique voisine, la situation de blocage n'a guère évolué, ce début novembre, depuis les élections législatives du 15 juin. La vraie question

qui demeure ouverte est la suivante: l'État belge finira-t-il par implorer et quand? Le gouvernement d'Yves Leterme, premier ministre flamand continue « d'expédier les affaires courantes ». Les pourparlers engagés entre les deux partis arrivés en tête, d'une part, les indépendantistes de Bart De Wever (NVA) en Flandre et, d'autre part, les socialistes francophones d'Elio Di Rupo, en Wallonie, ont jusqu'ici échoué sur la question des communes à « facilités linguistiques » de la périphérie flamande de Bruxelles, et également à propos du refinancement de Bruxelles même, très majoritairement francophone, mais largement déficitaire, ainsi que sur un certain nombre de questions connexes, alors qu'un accord paraissait s'être fait jour à propos du renforcement des compétences et pouvoirs financiers des régions qu'il s'agisse de santé, de justice, de transports, d'allocations familiale, etc.

Qu'on ne s'y trompe pas, cependant... Il existe en Flandre une volonté de rupture politique que se disputent les indépendantistes et l'extrême droite du *Vlaams Belang* qui, ensemble, ont obtenu l'appui de 41,5 % des électeurs flamands, tandis qu'au sein des autres formations flamandes, à des degrés divers, on ne veut plus entendre parler d'une Belgique où les néerlandophones devraient « payer » pour les francophones. En fait, quand deux communautés linguistiques n'ont plus la volonté de vivre ensemble, tous les compromis auxquels on peut parvenir sont marqués du sceau de la précarité; même si les électeurs du plat pays sont convoqués une nouvelle fois pour arbitrer le débat. Ajoutez à cela l'extrême complexité du cas posé par la région de Bruxelles où le chômage atteint 24 % de la population active contre 12,3 % (ce qui est déjà considérable) dans l'ensemble du Royaume; où vivent près de 100 000 fonctionnaires européens y compris les membres de leur famille ainsi qu'un fort pourcentage de populations – disons pour ne froisser personne – « venues d'ailleurs ». D'une certaine façon, Bruxelles est déjà la capitale de l'Europe, mais on est encore loin de la percevoir ainsi dans la mentalité du temps.

Le sentiment qui prévaut est qu'on préfère pour l'heure éviter des querelles s'envenimant trop ouvertement, alors que l'Union européenne est doublement présidée par des démocrates-chrétiens belges néerlandophones. Au Conseil européen, avec M. Herman Van Rompuy et au Conseil des ministres, avec M. Yves Leterme.

Pour un certain temps encore, le drapeau national belge hissé en 1831 avec ses trois bandes verticales: noir, jaune, rouge (couleurs des armes du Brabant) flottera au côté du drapeau européen (azur et douze étoiles d'or), et de ceux de la Communauté flamande (lion noir aux griffes et langue rouge sur fond jaune), de la Communauté française (d'or au coq hardi de gueules), sans oublier celui de Bruxelles-capitale (d'azur à l'iris stylisé

bordé d'argent) et même de la petite communauté germanophone. Mais, ne nous y trompons pas, de plus en plus rares sont ceux qui croient qu'en Belgique « l'union fait la force » comme le voulait la devise nationale héritée du XIX^e siècle.

Cameron ou le conservatisme compassionnel

Dans l'Union européenne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui a rejoint la communauté des pays fondateurs avec un décalage d'une quinzaine d'années pour des raisons appartenant désormais à l'histoire, participe pleinement de son côté à la marche et aux institutions européennes, comme le rappelle avec éclat la promotion récente de Lady Ashton à la tête de sa politique étrangère et de sécurité, mais il n'en marque toujours pas moins avec persistance sa différence. C'est ainsi que resté fidèle à la livre sterling, il n'a pas rejoint la zone euro ; que soucieux de maîtriser son insularité, il n'a pas adhéré aux accords de Schengen ; qu'avec le traité de Lisbonne, il a obtenu un *opting-out* de taille qui lui permet pratiquement de s'exclure des obligations prescrites aux pays qui adhèrent à la charte des Droits fondamentaux. Au surplus, comme il n'est pas inutile de le rappeler, il a également subi de plein fouet la crise qui a ébranlé le monde occidental.

Le gouvernement Tories-Libdem mené par David Cameron, tout en lançant son projet de *Big Society* au nom du « conservatisme compassionnel » dont il se réclame, en fait, décidé d'administrer à John Bull une purge historique sans précédent : 81 milliards de livres d'économies budgétaires sur quatre ans, obtenues notamment grâce à la suppression de 491 000 emplois dans la fonction publique ; des coupes drastiques des aides sociales destinées à la famille, au logement, au chômage ; une diminution de 10 % des allocations familiales ; une baisse de 24 % du budget de la justice sur quatre ans, se traduisant par des diminutions d'effectifs policiers ; idem en ce qui concerne le *Foreign* et le *Commonwealth Office* ; une diminution de 7,5 % des effectifs de défense avec une suppression attendue de 25 000 postes. Seules l'éducation, l'innovation et la santé sont épargnées.

Enfin, conséquence directe de la crise financière : une taxation spécifique des banques dès 2011, tandis que l'âge légal de la retraite est fixé à 66 ans pour les hommes et les femmes à partir de 2020. Ce n'est pas tout : les budgets des collectivités locales seront également amputés à hauteur de 27 % et ceux affectés à l'alimentation et à l'agriculture de près de 30 % à l'horizon 2015.

Autrement dit, David Cameron n'a pas emprunté son rabet à Nicolas Sarkozy, mais s'est décidé à tailler à la hache les dépenses publiques, avec l'aide de George Osborne, son ministre des Finances, bien décidé – en prévoyant, en outre, 3 milliards de livres de hausses d'impôts – à ramener le déficit public de 11 points du PIB en 2009-2010 à 1,1 % en 2014-2015, notamment en frappant les plus-values. En compensation (bien partielle) des mesures drastiques qui précèdent, Cameron a annoncé le 26 octobre une baisse de certaines taxes pour les entreprises ainsi que la suppression d'obstacles administratifs qui les affectent, prévoyant en outre 33 milliards d'euros d'investissements dans les transports sur les quatre prochaines années.

Comment, en effet, faire rebondir la croissance en Grande-Bretagne si un nouvel essor d'investissements ne se produit pas, alors que, par ailleurs, contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, le secteur de la construction donne des signes de redémarrage et que la croissance économique revient doucement.

Faut-il le dire? Les Britanniques ont très peu manifesté contre ce regain d'austérité. Pas de révolution, ni dans la rue, ni encore à Buckingham Palace, ni autour du *10 Downing Street*. Partout, la même ambiance flegmatique. Quant au *Labour Party*, il vient de choisir son nouveau leader, Ed Miliband qui a tenu à faire savoir qu'il condamnait l'intervention en Irak, orchestrée par George Bush et Tony Blair de février 2003... Il est bien temps!

Les PIGS

La crise économique que nous avons vécue depuis 2008 s'est incarnée différemment dans le puzzle des États-nations européens, dans la zone euro comme dans l'Union européenne.

Tout d'abord, dans les pays de la zone euro particulièrement fragiles ou fragilisés qu'on appelle eurocratiquement les PIGS. À savoir l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce (*Portugal, Ireland, Greece, Spain*).

L'Espagne vient de voir abaisser sa note par les agences de notation financière. Selon la Commission européenne, sa croissance serait encore négative en 2010. Selon le gouvernement de Madrid, elle pourrait n'être qu'à peine positive dans l'année qui se termine. Le chômage espagnol a frisé le taux record de 20 % de la population active, même s'il a légèrement faibli au troisième trimestre. Le déficit budgétaire était de 11,2 % en 2009. Dans le meilleur des cas, il serait encore de 6 % en 2011. La crise économique a fait céder toutes les digues.

Le gouvernement socialiste de Luis Rodriguez Zapatero en est réduit à faire une politique de coupes sombres : recul de l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans, baisse des salaires des fonctionnaires ; baisse de 16 % des budgets ministériels, hausse de l'impôt sur les revenus les plus élevés, etc.

Le tour de vis est général pour les citoyens consommateurs et contribuables.

Par ailleurs, l'Espagne reste victime d'une bulle immobilière avec un stock d'un million de logements neufs mais vides. 60 % des emplois perdus sont dus au secteur du bâtiment.

La crise économique, financière et sociale se double d'une crise politique, notamment avec la Catalogne dont les revendications identitaires, voire nationalistes, se sont précisées. Les élections catalanes du 28 novembre porteront sur la régionalisation, les indépendantistes arguant du fait que la Cour internationale de justice a créé un récent précédent en reconnaissant le droit de sécession du Kosovo, jusqu'ici intégré à la Serbie. Madrid refuse de reconnaître le Kosovo comme un État indépendant. Des élections législatives générales sont, en effet, prévues en 2012 et la droite espagnole (Parti populaire) conteste vigoureusement toute cession de compétences aux régions, avec l'appui de la Cour constitutionnelle espagnole.

Au pays Basque, le gouvernement de Madrid a rejeté, le 7 septembre, le cessez-le-feu aux contours flous proclamé par l'ETA militaire. « *La stratégie la plus efficace pour atteindre nos objectifs est de convaincre désormais les gens de façon démocratique* » a reconnu Arnaldo Oregi, leader historique de la gauche *Abertzale*, aujourd'hui emprisonné pour apologie du terrorisme et reconstitution du bras politique de l'action basque armée.

L'Irlande, a pris rang à son tour parmi les éclopés de la zone euro. Le fameux « tigre celtique » qui surfait sur une eurocroissance moyenne de l'ordre de 7 % dans les années 1990 et jusqu'en 2004, grâce à une législation habile qui a permis aux multinationales principalement américaines de prospérer sur son sol transformé en paradis fiscal, a aujourd'hui mauvaise mine. Pendant cette période faste, le prix des logements a grimpé à vive allure, et les mises en chantier n'ont cessé de s'accélérer. Mais, patatras, une bulle immobilière aidant, la crise a tout remis en question dès 2008, avec deux années de récession consécutives. L'agence de notation Moddy's a abaissé sa note de cotation en juillet et août, quand on a eu confirmation que la dette publique frisait les 82 % du PIB et flirtait avec les 99 % du même PIB en fin d'exercice civil, tandis que le déficit budgétaire avait atteint 14 % l'an dernier. L'effondrement de l'Anglo Irish Bank, agrémenté si je puis dire, de celui de l'Irish Nationwide Building Society et des Allied Irish Banks a provoqué pour 2010 un déficit public vertigineux de 32 %

du PIB, en raison des dispositions arrêtées pour recapitaliser les établissements bancaires. Quel sera le montant exact de la facture? Le chiffre de 30 milliards d'euros est le plus couramment admis, mais certains estiment que dans le pire des cas, ladite facture pourrait approcher les 50 milliards d'euros.

Pour sortir du gouffre, l'Eire est entrée dans une phase d'économies drastiques avec des baisses de salaires de 5 à 15 % au sein de la fonction publique, la diminution des allocations et indemnités de chômage, l'augmentation de certains impôts et de la taxe sur les carburants, etc. Ces dispositions permettraient de dégager une masse de manœuvre d'une quinzaine de milliards d'euros en quatre ans.

Ce qui est stupéfiant dans cette affaire, c'est de constater qu'on évoquait à peine les difficultés irlandaises au printemps dernier alors que le marasme grec explosait et menaçait l'existence de l'euro et qu'aujourd'hui les autorités communautaires déclarent estimer la situation comme étant aisément maîtrisable, dans la mesure où l'Irlande dont la réputation financière est moins sujette à caution que celle de la Grèce, devrait pouvoir s'en sortir sans avoir recours aux organismes de sauvetage mis en place à Bruxelles, sous réserve probablement d'entamer une négociation sur un refinancement du secteur bancaire irlandais, à laquelle le FMI serait convié.

L'avatar irlandais survenant après la descente aux enfers de la finance grecque, nous permet de mesurer rétrospectivement à quel point l'Union économique et monétaire mise en place à Maastricht s'est avérée décalée et prise en défaut par les événements.

La Grèce précisément émerge lentement du gouffre financier dans lequel elle s'était enfoncée. Bruxelles perçoit même un progrès « incontestable ». Est-ce dû, là encore à un « plan d'austérité » très sévère qui, en la circonstance, s'est traduit par des coupes sur les salaires publics, les retraites, une augmentation de la TVA, en échange d'un prêt de 110 milliards d'euros du FMI et de l'Union européenne, libérable en plusieurs tranches?

Le déficit public a commencé à se résorber, mais il sera probablement encore de 8 % au début de 2011, malgré des coupes budgétaires et des taxes nouvelles. Le chômage reste à la hausse (12 % de la population active) et la dette dépasse 115 % du PIB, soit 317 milliards d'euros à la fin du premier semestre. Depuis 2009, cette dette grecque a augmenté, même si c'est *decrecendo* et le PIB a continué à se contracter.

Heureusement pour les Hellènes, les chinois « magnanimes » ont envoyé à Athènes leur premier ministre, Wen Jinbao pour tendre une main secourable au début octobre. Donnant, donnant, ils achèteront de la dette grecque en échange d'un renforcement de leur présence dans le port du

Pirée. Au total, les nouveaux investissements chinois en Grèce représenteraient 17,4 milliards de dollars en échange de la concession accordée pour la gestion du port du Pirée pendant trente-cinq ans, d'un doublement des échanges entre les deux pays, et d'un soutien apporté à la marine marchande grecque. Au-delà de la Grèce et de l'arrivée de leurs marchandises en Europe du Sud, les Chinois ont d'ailleurs déclaré que plus généralement, ils voulaient « *faire un grand effort pour soutenir les pays de la zone euro* ». Comme on les comprend!

La cure d'austérité grecque est gérée par le gouvernement socialiste (PASOK) de M. Papandréou. Les manifestations et les grèves dont Athènes a été le théâtre n'ont rien changé, l'expédition récente de colis délicatement piégés à des personnalités et des ambassades non plus. Rien n'indique, au surplus, qu'on pourra échapper à une restructuration de la dette hellène et à une vraie grande crise politique dans un pays où l'extrême droite et l'extrême gauche sont également actives.

Puis, vient le tour du dernier des PIGS, le *Portugal* avec un déficit budgétaire de 7,3 % du PIB annoncé en 2010, qui devrait se réduire à 4,6 % en 2011; une croissance prévisionnelle très faible pour l'année en cours (0,5 %?); un chômage lourd de près de 10 % de la population active, et surtout des différences sociales croissantes entre les plus riches et les plus pauvres, qui représenteraient 28 % de la population.

Là aussi, l'heure est aux économies drastiques. Elles affectent la fonction publique, les pensionnés, la fiscalité, les aides sociales. Par contre, comme l'Espagne, le Portugal est encore peu concerné par le problème de l'immigration, à l'inverse de la Grèce où la seule communauté immigrée jusqu'ici réellement acceptée provient de l'Albanie voisine

Quoi qu'il en soit, comme la Grèce, le Portugal, lui aussi, est assuré de la compréhension de Pékin. Le président Hu Jintao a promis de le soutenir, en échange d'investissements chinois dans un port lusitanien en eau profonde, Sines.

À propos du populisme

Au centre et à l'Est du continent, les courants dits populistes sont surtout la conséquence du marasme à relents nationalistes engendrés par la crise de l'endettement et celle de la croissance, à l'exception notable de la Pologne. En Hongrie, Lituanie, Lettonie, par exemple, la dette atteint respectivement 139,8 %, 89,1 %, 161,9 % du PIB (selon les indications de la BIRD de juillet 2010), avec en 2010, des taux de croissance encore négatifs pour les deux Ppays Baltés cités, et à peine positifs dans le cas hongrois. La seule Lettonie a enregistré une décroissance de 18 % en 2009.

Précisément, c'est l'évolution hongroise qui a le plus inquiété les instances européennes. L'équipe qui dirige à Budapest s'est incarnée, en effet, dans une sorte de résurgence de nationalisme rampant qui pouvait se justifier au moment du découpage de l'Europe centrale par le traité de Trianon en 1920, sur les ruines de l'Empire des Habsbourg, mais qui devient inopportun et dérangeant en l'an 2010 quand le nouveau gouvernement hongrois s'empare des thèmes de l'extrême droite nationaliste sous prétexte de la priver ainsi de ses propres arguments. Le premier ministre Viktor Orban déclare avoir voulu faire obstacle à la montée en puissance du *Jobbik*, mouvement qui a enlevé, sans coup férir, 47 sièges lors des récentes élections législatives en se présentant comme le porte-parole d'une « grande Hongrie » en décidant unilatéralement d'accorder la nationalité hongroise aux ressortissants des minorités magyares résidant dans les pays environnants : Roumanie, Serbie, Ukraine et surtout Slovaquie. 3 500 000 personnes seraient potentiellement concernées. Ce type de prise de position est, en effet, peu compatible avec l'appartenance d'un pays donné à l'Union européenne. Or, la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie en sont précisément membres. Par ailleurs, quand on sait qu'en vertu des rotations présidentielles au sein du Conseil des ministres de l'Union, le prochain président de cette haute instance sera précisément, pour six mois, le hongrois Viktor Orban à partir du 1^{er} janvier 2011, on a le devoir de s'interroger.

Qui plus est, la Slovaquie incorporant une minorité de 700 000 personnes d'ethnie magyare a d'ailleurs réagi en rétorquant que tout citoyen slovaque d'origine hongroise qui s'aviserait de demander la nationalité magyare pourrait être déchu de la nationalité slovaque.

Il y aurait probablement beaucoup à dire encore sur les conséquences de la crise pour les pays de l'Est européen. L'un d'eux, en tout cas, n'a pas déçu jusqu'ici : le Pologne dont le taux de croissance – fait unique en Europe – a été positif en 2009 et qui est proche en 2010 du prix d'excellence européenne détenu par l'Allemagne. Cette nouvelle Pologne, rappelons-le, a élu le libéral et européen Bronislaw Komorowski à sa présidence le 4 juillet dernier et se présente comme un partenaire fiable pour l'Union européenne, les États-Unis via l'OTAN, de même que pour la Russie voisine. Précisément, la présidence du Conseil des ministres de l'Union sera assumée par la Pologne au deuxième trimestre 2011, année où se dérouleront de nouvelles élections législatives.

Comme on le voit, les courants populistes sont transversaux dans l'Europe d'aujourd'hui. Ils sont souvent motivés par des problèmes migratoires, culturels, sociaux, religieux, mais pas seulement. Ils peuvent se confondre ici ou là avec « l'extrême droite », mais pas uniquement. Il existe

des populismes de gauche. Le Larousse donne du terme « populisme » une définition neutre, tout en mentionnant sa connotation plutôt péjorative : « attitude consistant à se réclamer du peuple, de ses aspirations profondes, de sa défense contre les torts qui lui sont faits. »

Ce tableau des réalités européennes au sortir de la crise, n'est cependant rien encore par rapport à celles qui attendent l'Union quand viendra le moment d'intégrer les Balkans. Avec la Croatie, en effet, les négociations d'adhésion sont très avancées. Elles pourraient aboutir à la fin de 2011, mais les cas albanais, macédonien, monténégrin, devraient suivre, de même que celui de la Serbie dont la candidature est considérée comme « admissible », le 25 octobre, sans oublier deux autres problèmes épineux qu'il faudra bien trancher un jour, celui du Kosovo albanophone avec sa minorité serbe, mais encore non reconnu internationalement en tant qu'État, et celui du château branlant qu'incarne la Bosnie-Herzégovine avec sa République serbe et la Fédération croato-musulmane, entités nativement figées par les accords de Dayton conclus à l'initiative des Américains en 1995, pressés de se débarrasser du cadavre yougoslave.

Le *buzz* du monde

Tournons, maintenant, si vous le voulez bien, nos regards sur le monde, en commençant par les Amériques... Pendant que l'Union européenne poursuit laborieusement son chemin, la société internationale poursuit sa mutation à la vitesse grand V, qu'il s'agisse des pays émergents (à ne pas confondre avec les pays classés « en voie de développement ») ou des rapports de force changeants des uns et des autres, ou encore en nous refusant à occulter la montée des phénomènes terroristes.

Des élections brésiliennes aux élections américaines

Dans ce contexte global, nous avons eu tout d'abord les élections présidentielles significatives d'un Brésil dont la population a décuplé en un siècle sur un territoire dont la superficie, avec les immensités encore vertes de l'Amazonie, représente quinze fois celle de la France, et des richesses naturelles, notamment pétrolières enviables. Qui plus est, dans cette Amérique latine aux règles démocratiques encore balbutiantes, nous avons vu un ancien ouvrier métallurgiste, Luiz Ignacio Lula da Silva quittant, au sommet de sa popularité, le pouvoir présidentiel après deux mandats, avec un bilan social et économique enviable, grâce à une croissance qui a doublé en dix ans, malgré les *favelas*, les violences urbaines et la corruption. Dilma Rousseff qui vient de succéder à Lula dont elle était la dauphine, et sans l'appui duquel elle n'aurait pas pu s'imposer avec 56 % des suffrages

est en charge désormais de ce pays continent. Venue de l'extrême gauche, elle interpelle sur le plan international, même si sa promotion, aux yeux de l'électorat brésilien est largement due à un mentor qui, au cours de ses deux mandats successifs, a doublé le niveau de vie de l'État-continent issu de la colonisation portugaise, en se distançant du modèle castriste cubain en voie d'effondrement après l'annonce par La Havane de la suppression de 500 000 postes dans la fonction publique dès 2011, et même de celui de la « Révolution bolivarienne » du Vénézuélien Hugo Chavez qui a gagné les élections législatives de septembre dernier sans pour autant disposer d'une majorité suffisante pour légiférer par décret, à moins d'un coup de force dictatorial.

Nous avons eu ensuite les élections américaines dites de « mi-mandat » du 2 novembre, destinées à renouveler la Chambre des Représentants, un tiers du Sénat ; à désigner aussi : 37 gouverneurs d'État et leurs représentants aux assemblées locales.

Le reflux du Parti démocrate, lié à la perte de popularité d'Obama, était annoncé dans tous les sondages. L'avancée des Républicains ne faisait donc pas de doute. Ceux-ci disposent dorénavant d'une confortable majorité à la Chambre, les démocrates sauvant la leur au Sénat. Le camp Obama devra composer en politique intérieure comme en politique extérieure. Rien de dramatique, quand on veut se souvenir, par exemple, du cas de Richard Nixon, président républicain, qui a dû survivre deux mandats durant avec un Congrès démocrate.

Malgré la percée de ce qu'on appelle le *Tea Party*, ce sont les deux partis traditionnels qui se sont partagés les sièges : le *Grand Old Party* (emblème : l'éléphant) fondé en 1854, partisan d'une intervention limitée de l'État et de la réduction des dépenses publiques et le Parti démocrate (emblème : l'âne), d'abord appelé « républicain démocrate ». Depuis 1844, année de sa naissance, il a incarné le renforcement du rôle de l'État fédéral et une politique sociale ouverte. Après la deuxième guerre mondiale, Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Ronald Reagan, Bush père et fils furent entre autres des présidents républicains, tandis qu'Harry Truman, John Fitzgerald Kennedy, Jimmy Carter, William Clinton ont porté les couleurs démocrates.

Le fait nouveau majeur des élections de novembre 2010, c'est évidemment la montée en puissance électorale de la vague *Tea Party*. Un rassemblement populiste, comme on le dirait en Europe, avec des caractéristiques purement américaines : éclectique, hétéroclite même avec des dosages divers de conservateurs bon teint, de patriotes de « l'Oncle Sam », de libertariens, de moralistes religieux, dans des proportions variables selon les États. Pour le *Tea Party*, Obama incarne le rêve brisé de l'Amérique profonde,

interprétant à se façon le « *We, the People* » (*Nous le peuple*), des premiers mots de la Constitution. Le peuple du *Tea Party* se méfie des barons de la politique et d'une manière générale de l'establishment, refusant tout nouvel impôt. Le mouvement qu'il incarne s'est développé dans la foulée du Parti républicain lors des dernières élections présidentielles, même si un grand nombre de ses partisans revendiquent leur indépendance à l'égard des hiérarchies partisanes établies.

Historiquement, le *Tea Party* né à la fin de l'ère George Bush et qui s'est développé avec la crise en 2009, se réfère au premier acte de désobéissance civile qui va conduire les colonies britanniques de l'Est américain à l'indépendance. L'événement s'est déroulé le 16 décembre 1776 sous la forme d'une protestation des Bostoniens contre les taxes imposées par le gouvernement de Londres sur les exportations de thé destinées à l'Amérique du Nord, quand une soixantaine d'insurgés ont donné l'assaut à des navires marchands britanniques, jetant leur cargaison dans l'océan. Aujourd'hui, l'ennemi c'est le gouvernement central et la présidence, accusés d'avoir donné la priorité au sauvetage de *Wall Street* avec l'argent du contribuable, d'avoir laissé se produire, de plus, le désastre de l'immobilier et d'avoir promu, par ailleurs, une assurance-maladie qu'ils jugent dispendieuse « mal ficelée » : « l'*Obamacare* ». De plus Obama se trouve personnellement accusé d'avoir soutenu le projet de construction d'une mosquée (projet qui a défrayé la chronique), l'édifice devant se situer dans un lieu proche du *Ground Zero*, c'est-à-dire de l'endroit où les tours de Manhattan ont été détruites par Al-Qaida, le 11 septembre 2001.

Le *Tea Party* féminin a obtenu des résultats remarquables avec Sarah Palin, l'ancien gouverneur de l'Alaska, colistière de John McCain en 2008, qui veut mobiliser aujourd'hui les « mamans grizzlis » ; Nikki Haley, séduisante indo-américaine de 38 ans élue en Caroline du Sud, ou encore Susana Martinez, première femme *latino* élue, gouverneur d'un État, en l'occurrence, le Nouveau-Mexique.

Quant au fond, à l'évidence, trois problèmes majeurs sont au cœur de la problématique américaine de cette fin d'année 2010 :

- *La monstruosité de la dette*. Vous lirez avec profit, à ce sujet : *La chronique de la folie américaine*. Cette dette selon l'auteur, Nicolas Traiteau, atteindrait 20 000 milliards de dollars en 2020.
- *La montée de la pauvreté* qui, suivant les statisticiens, frapperait 43 millions d'Américains.
- *Le chômage*, supérieur à 9 % de la population active depuis 1948, avec un dernier relevé de compteur de 9,6 %, même si la création d'emplois a repris en octobre outre-Atlantique.

Durs, durs, sont les enjeux auxquels est confrontée l'Amérique. Une Amérique qui ne peut pas se permettre, elle, d'être aux abonnés absents, comme l'Union européenne trop souvent, quand sa présence est requise sur le plan international.

Irak en stand-by

En Irak, un tournant important de la guerre déclenchée par l'offensive des années de George Bush s'est achevé avec le retrait des troupes américaine de combat, en août dernier, plus de sept années après le renversement du régime de Saddam Hussein. De 140 000 hommes en janvier 2008, le nombre de militaires américains demeurés sur la place est d'à peine 50 000, en principe jusqu'à la fin 2011 pour assurer des missions de formation, d'encadrement, sans participer aux opérations de maintien de l'ordre. De toute manière, les forces américaines ne quitteront pas vraiment la région. Elles resteront au Koweït, en Arabie saoudite dans leurs bases de Bahreïn, du Qatar et des Émirats arabes unis et pourront intervenir en cas de nécessité. 4 420 soldats américains ont été tués lors des 2 800 jours de guerre qu'il leur a fallu mener, non seulement pour liquider le Parti Baas et les forces de Saddam, mais aussi pour tenter d'imposer à Bagdad un régime « acceptable » et permettre aux compagnies américaines d'accéder normalement aux richesses pétrolières du pays; en assurant, enfin, l'exercice d'une très large autonomie politique à sa minorité Kurde concentrée dans le nord.

Outre les militaires tués, les Américains ont comptabilisé également la perte de 1 500 employés civils et déploré 31.897 blessés ou amputés au combat, auxquels s'ajoutent les tués et blessés des forces alliées, notamment britanniques. L'expédition a coûté 737 milliards de dollars aux contribuables américains. Du côté irakien, le nombre exact de victimes n'a jamais pu être sérieusement établi. Il oscillerait entre 300 000 et 500 000, selon les estimations, tandis que les réfugiés irakiens à l'étranger seraient passés de 500 000 en 2003 à 1,7 million au premier semestre 2010.

Le politologue Dominique Moisi, conseiller spécial bien connu de l'IFRI, estime que le bilan dressé par Washington à propos de la guerre d'Irak est, en fait, « négatif ». L'affaissement politique du pays a favorisé la montée de l'Iran chiite au Moyen-Orient. Ce qui est difficilement contestable. Le gros de la minorité chrétienne installée depuis des siècles entre Tigre et Euphrate a quitté le pays. Ceux qui sont restés sur place, sont menacés de mort en permanence, comme l'a rappelé l'ignoble carnage survenu le 31 octobre, dans une église de Bagdad, avec à la clé 52 tués et 69 blessés.

La période qui a précédé ou accompagné le départ des forces américaines a été particulièrement sanglante, malgré la présence d'une nouvelle armée irakienne de plus de 400 000 hommes appuyée par 200 000 policiers aux ordres du gouvernement, les règlements de comptes entre chiïtes et sunnites s'ajoutant aux attentats provoqués par la branche armée d'Al-Qaida. En fait, deux grandes forces politiques s'opposent, toutes deux de configuration composite : d'une part, les sunnites souvent alliés aux anciens partisans du Baas, présentés comme des « laïcs », et d'autre part, les chiïtes de diverses obédiences. Tel est le cas des partisans du prêcheur extrémiste antiaméricain, Moqtadar Al-Sadr, qui entretient des rapports privilégiés avec l'Iran.

Dans le monde occidental, on dirait que le gouvernement en place « expédie les affaires courantes » avec un ministère provisoire, minoritaire jusqu'à plus ample informé depuis les élections législatives du 7 mars dernier. C'est contre l'inconfort d'une telle situation que Washington a multiplié les mises en garde... En vain, malgré l'appui des Kurdes.

Pour l'heure, l'Irak reste encore en *stand-by*. Un nouveau partage du pouvoir vient de s'imposer à Bagdad, mais, en réalité, un nouveau gouvernement chiïte Al-Maliki succédera au précédent gouvernement Al-Maliki. Chacun suppose ce qu'un vaste marché de la reconstruction estimé à 600 milliards de dollars va pouvoir rapporter. De plus, l'Irak dispose de la manne pétrolière et ne serait-ce que pour cette raison, les Américains continueront à s'intéresser de très près à l'évolution politique d'un pays qui produit aujourd'hui encore un peu moins d'or noir que ce n'était le cas sous le règne de Saddam, mais qui est dans le peloton de tête mondial des pays producteurs.

Il serait, cependant, prématuré de dire qu'une page sanglante est vraiment tournée... Les sept années qui se sont écoulées depuis l'entrée des troupes américaines dans les palais présidentiels et le renversement de la statue du dictateur, ont été encore des années terribles. Ce pays sort donc exsangue de ces épreuves successives. Le seul chômage représente 30 %

de la population active. L'Iran voisin, puissance régionale majeure, s'est radicalisé. Son premier ministre, Mahmoud Ahmadinejad joue plus que jamais, les provocateurs sur la scène internationale, non seulement en refusant le moindre contrôle de l'ONU sur sa montée en puissance nucléaire, mais en ne ratant pas une occasion de défier Israël, prophétisant, comme il vient de le faire au Liban, l'éradication de « *l'État sioniste de la surface de la planète* ».

Israël-Palestine: échec et mat

Malgré la décision unanime du comité central du Likoud, le parti du premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou (Bibi pour les initiés), de reprendre la colonisation de la Cisjordanie, annoncée le 24 juin dernier à Tel-Aviv, au-delà du gel de dix mois prévu jusqu'au 26 septembre et bien que, *a contrario*, les Palestiniens demandassent à Israël de s'engager préalablement sur l'arrêt d'une colonisation des territoires au-delà des frontières de 1967, condamnée par la communauté internationale, Mahmoud Abbas avait accepté le 20 août dernier, sous la pression de plus en plus pressante de Washington de renouer le « dialogue direct », interrompu voici deux ans, avec Israël, en prenant à cet effet, un premier rendez-vous à Washington, le 1^{er} septembre.

Pour la Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, le but de ces nouvelles tractations était de « *résoudre toutes les questions pendantes du statut* » de la Palestine, affirmant même sans sourciller sa certitude qu'elles pourraient « *être résolues en un an* ».

Quarante-trois ans après la guerre dite des « six jours » et dix-sept ans après les accords d'Oslo, les conditions même partielles d'une nouvelle avancée diplomatique n'étaient pourtant toujours pas, à l'évidence, réunies... Et pourtant, on a fait « comme si » ce n'était pas le cas. Les négociations se sont donc rouvertes le 2 septembre dans un climat de méfiance. La Haute représentante de l'Union européenne, Mme Catherine Ashton, n'était pas présente. En revanche, le président Obama, son « représentant permanent » au Proche-Orient, George Mitchell, Tony Blair, envoyé spécial de ce qu'on a appelé, faute de mieux, le Quartet (ONU, États-Unis, Union européenne, Russie) avaient fait le déplacement, ainsi que les présidents égyptien et jordanien, Moubarak et Abdallah, tous les deux traditionnellement dans le sillage de la diplomatie américaine.

Comme on devait s'y attendre, le grand dialogue direct espéré a tourné court quand M. Nétanyahou a refusé une nouvelle fois de prolonger le moratoire de la construction de logements israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, tandis que Mahmoud Abbas et le principal négociateur pa-

lestinien, Saëb Erakat, n'ont fait que confirmer leurs prises de positions antérieures : la colonisation ou la paix. De plus, Benyamin Nétanyahou a demandé à son homologue de reconnaître Israël comme « *l'État-nation du peuple juif* ».

De nouvelles entrevues entre les deux protagonistes dans la ville égyptienne de Charm El-Cheikh, puis à Jérusalem, les 14 et 15 septembre ont permis au dialogue de sourds de se poursuivre, le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, ayant seulement laissé entendre que, faute de prolonger la durée du moratoire, on éviterait, côté israélien, une « *reprise ostentatoire de la construction* » qui pourrait ainsi garder un caractère « *limité* », tant que la négociation se poursuivrait par ailleurs. Cette attitude, apparemment conciliante même si elle ne concédait rien sur le fond, a été désavouée publiquement par le propre ministre des Affaires étrangères de Nétanyahou et son principal partenaire au sein de la coalition gouvernementale au pouvoir à Jérusalem. J'ai désigné Lieberman, leader du parti ultra *Israel Beitenou* s'exprimant à la tribune de l'ONU.

Pourtant, Obama a « mis le paquet » pour tenter de dégeler Bibi Nétanyahou et obtenir une prolongation de soixante jours supplémentaires du moratoire, en acceptant par avance toutes les exigences sécuritaires israéliennes, qu'il s'agisse d'un embargo total des livraisons d'armes au futur État palestinien ou du maintien du contrôle israélien de la vallée du Jourdain, ou encore de l'augmentation de l'assistance militaire la plus sophistiquée qui puisse se concevoir, en mettant à la disposition de l'État hébreu des systèmes de missiles et de surveillance satellitaire. Réunie à Syrte (Libye) le 8 octobre, la Ligue Arabe – archétype de l'impuissance confédérale – a voulu, à sa façon, donner une dernière chance aux pourparlers de paix en laissant aux États-Unis un mois supplémentaire pour convaincre l'équipe gouvernementale de Nétanyahou de suspendre la construction de logements dans les colonies juives de Cisjordanie... Mais, dès le 15 octobre, on a appris que le ministère israélien de l'Habitat venait de lancer des appels d'offres pour la construction de 238 logements destinés à la population juive de Jérusalem-Est.

Cet enchaînement d'événements est, à mon sens, hautement préoccupant pour l'avenir du Proche-Orient, une des zones les plus instables du monde. C'est pourquoi, ils nous inspirent les réflexions suivantes :

- D'abord, un constat : nous sommes, en tant qu'Européens, confrontés à une détérioration conflictuelle avec la montée en puissance d'un islamisme radical qui sévit dans le ghetto miséreux de Gaza et le Sud-Liban chiite avec l'appui de Téhéran. Ces abcès de fixation

contribuent à entretenir une situation dangereusement instable et anormale en Cisjordanie au détriment des musulmans modérés et des minorités chrétiennes qui subsistent dans l'ancienne Samarie. Mahmoud Abbas est un modéré. Arrivé au pouvoir en 2005, au nom du refus de la violence, il a apporté une contribution non négligeable à un processus de développement pacifique, à l'exception notable du territoire gazaoui qui, contrôlé par le Hamas, refuse toute allégeance à l'OLP et toute reconnaissance de l'État hébreu. Un nom à retenir dans ce contexte : celui du premier ministre Salem Fayyad considéré comme un partenaire particulièrement fiable en Europe et aux États Unis.

- Autre constat : ce sont les États-Unis qui ont assumé jusqu'ici et pour l'essentiel la charge du déroulement des négociations entre Palestiniens et Israéliens, qu'il s'agisse en 1995 de l'accord de Taba sur l'extension de l'Autorité palestinienne, ratifié officiellement à Washington ; du mémorandum israélo-palestinien de *Wye Plantation*, dans le Maryland, pour relancer un processus de paix bloqué et finalement signé à Washington le 23 octobre 1998 ; des négociations de Camp David en juillet 2000, ou du processus d'Annapolis en 2007, etc.

Malgré cette constance, la politique de médiation américaine n'a pas abouti à des résultats probants. D'une certaine façon, on peut même soutenir la thèse selon laquelle la question palestinienne est régulièrement prise en otage à Washington pour des raisons de politique intérieure intra-américaine.

Mais, quelles responsabilités a tenté de prendre, de son côté, l'Union européenne aux mêmes époques, pour s'imposer dans un conflit qui est d'abord un conflit entre deux peuples du bassin méditerranéen oriental et qui, à ce titre, la concerne plus directement encore que les États-Unis ? On peut également se poser la question.

Depuis belle lurette, l'Union européenne proclame en effet sa volonté de jouer son propre rôle en Orient, afin, dit-elle, que l'État d'Israël et le futur État palestinien (s'il voit un jour le jour) puissent vivre côte à côte en paix et en sécurité. Mais, au-delà des mots, que fait-elle en pratique ? De l'aide humanitaire – loin de moi l'idée que celle-ci est négligeable – certes, mais comme l'a reconnu Nicolas Sarkozy quand Mahmoud Abbas lui a rendu visite fin septembre, il ne suffit pas de proclamer « la colonisation doit cesser » pour constater que, depuis une quinzaine d'années, le dialogue israélo-palestinien cadré et parrainé par les États-Unis « n'a pas pro-

gressé et a peut-être reculé ». On voit bien, en effet, qu'il y a là un problème de méthode. Mais, quand on avance cette vérité d'évangile, on reste sur sa soif. Quelle est, en effet, la méthode européenne? Personnellement, je ne la perçois pas encore.

Comment ne pas voir, en effet, que le temps perdu au Proche-Orient ne bénéficie qu'aux extrémistes suicidaires? Les modérés, sont sur le recul. Leur légitimité ne tient qu'à un fil dans un pays où, aujourd'hui, aucune consultation électorale n'est sérieusement envisageable, alors que Mahmoud Abbas est en fin de mandat et que seuls quatre des neuf membres de la Haute autorité palestinienne appelée à se prononcer en faveur de la reprise des négociations l'ont acceptée en septembre dernier.

Aux confins septentrionaux d'Israël, depuis que le 7 mai 2008, la milice du Hezbollah chiite a pris le contrôle de Beyrouth-Ouest et qu'un gouvernement de coalition acceptable par les factions politiques en présence a fini par se former en novembre 2009, après cinq mois de blocage, avec à sa tête Saad Hariri, fils de Rafiq Hariri assassiné en 2005, le Liban reprenait goût à la vie économique, cessait de faire parler de lui. Les passions entre Maronites, Grecs orthodoxes ou catholiques, Arméniens, Sunnites, Druzes, Alaouites, Chiïtes paraissaient s'être apaisées, mais au-delà des apparences tranquillissantes la visite du président iranien Ahmadinejad dans le Sud-Chiïte libanais a pris une dimension nouvelle, rappelant qu'au Liban le Hezbollah constitue une sorte d'État dans l'État, avec ses propres forces armées. L'évolution du monde proche et moyen-oriental, comme on le voit, requiert toujours d'être suivie avec la plus grande attention, surtout si on ajoute à ce qui précède, les provocations et les ambitions nucléaires militaires iraniennes.

Le terrorisme se porte bien

Enfin, un dernier constat, dans le monde en l'an de grâce 2010 : le terrorisme – et notamment sa variété islamiste radicale connue sous le nom d'Al-Qaida – se porte encore bien. Il fait en quelque sorte partie du décor global.

Aux questions maintes fois posées: « Mais qu'est devenu Ben Laden? S'il est en vie, où se trouve-t-il? », l'intéressé à tenu à répondre personnellement, dans des messages authentifiés par les services de renseignements. Le dernier, diffusé le 27 octobre par la grande chaîne arabe du Moyen-Orient, basée là où se trouve précisément le quartier général américain pour la région du Golfe persique, était, on le sait, plus particulièrement destiné à la France, en l'occurrence coupable de « *soutenir les Américains en Afgha-*

nistan, d'intervenir dans les affaires des musulmans en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, en pillant leurs ressources ».

Ce message authentifié, ainsi que ceux que le n° 1 d'Al-Qaida a fait parvenir par la même voie les 24 janvier et 25 mars 2010 et qui s'adressaient, eux, aux Américains, confirment qu'il est toujours bien de ce monde. Les services occidentaux ont, par ailleurs, la quasi-certitude qu'il gîte dans les zones tribales du Pakistan jouxtant la frontière afghane, ou dans une région voisine. Sa tête ainsi que celle du n° 2 d'Al-Qaida, l'égyptien Al-Zawahri, ont été mises à prix ; ils sont pourchassés par la CIA et les forces spéciales américaines, mais, rien n'y a fait jusqu'ici... Avec la complicité tacite, sinon des autorités civiles pakistanaises, du moins des services de renseignements d'Islamabad qui jouent le rôle d'un État dans l'État, ils demeurent insaisissables, de même que le leader historique des talibans afghan, le mollah Omar, pourtant repéré au Balouchistan.

Sans doute, Al-Qaida n'a plus la cohérence hiérarchisée qui le caractérisait lors de l'attaque du *World Trade Center*, mais de nombreuses connexions perdurent entre la « maison mère » et les « filiales » du réseau terroriste, qui sévissent aujourd'hui au Sahel, sous le nom d'Al-Qaida pour le Maghreb islamique (Aqmi) ; au Yémen, sous le nom d'Al-Qaida pour la péninsule arabe (Aqma) ; ou encore en Irak où plusieurs mouvances se revendiquent de lui ; ainsi qu'en Somalie et plus sporadiquement au Soudan et au Tchad.

Dans la plupart des cas, il s'agit - on le notera - de régions pauvres subsistant dans des environnements arides, voire désertiques. Cependant, si depuis les attentats de Londres et de Madrid, la menace paraît s'être éloignée du sol européen, elle se manifeste de manière rémanente et les autorités américaines et européennes chargées d'assurer la sécurité doivent constamment rester en état d'alerte.

Selon le coordinateur antiterroriste de l'UE, M. de Kerchove, Al-Qaida recruterait même en Europe des militants pour les entraîner hors d'Europe puis les renvoyer chez eux, en vue d'actions éventuelles. La secrétaire d'État américaine chargée de la sécurité, Jane Hall Lute, a confirmé cette information lors d'une réunion commune avec les ministres européens de l'Intérieur tenue à Luxembourg, le 7 octobre.

Dans ce contexte, on comprend mal la signification de la déclaration d'Hillary Clinton, annonçant, le 22 octobre que les États-Unis continueraient à soutenir le gouvernement du Pakistan, en lui fournissant une aide supplémentaire de deux milliards de dollars entre 2012 et 2016. Sans doute, Obama estime qu'il n'a pas d'autre choix, si le Pentagone veut pouvoir retirer une partie des forces engagées en Afghanistan à partir de l'été

2011, comme il l'a laissé imprudemment entendre. On peut toujours rêver, le président des États-Unis ayant dû lui-même reconnaître le 29 octobre la découverte de colis piégés à bord d'avions cargos en provenance du Yémen et destinés à des lieux de culte juifs basés à Chicago, son fief électoral. Le gouvernement américain a pointé du doigt Al-Qaïda pour la péninsule arabique qui avait déjà revendiqué un attentat manqué sur un vol Amsterdam-Détroit, lors des fêtes de Noël 2009.

Une nouvelle encourageante, malgré tout, dans ce sombre registre : le Parlement européen a voté, le 8 janvier dernier, un accord appelé « Swift » sur la transmission des données financières européennes aux États-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, Europol, agence européenne chargée de la coopération policière, devant superviser.

*

Au terme de notre analyse, je pense à cette prolifération éloquentes de problèmes intenses qui ne cessent de s'accumuler dans le monde d'aujourd'hui, au décalage qui existe entre leur prise de conscience dans l'opinion publique et l'acuité de questions posées, aux menaces qui affectent très directement l'avenir des démocraties occidentales ; mais aussi très concrètement au rôle que pourrait jouer une Europe « émancipatrice », parce que devenue puissance capable d'assumer son destin.

(Paris, 6 novembre 2010)